

# Observatoire de l'Arctique

## Bulletin mensuel

**HERVÉ BAUDU – EMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –  
CAMILLE ESCUDE – LUCAS LUBIN – TANGUY SANDRE –  
ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE – JEAN-PAUL  
VANDERLINDEN – FLORIAN VIDAL – MAGALI VULLIERME**

avec le soutien de la



# SOMMAIRE

<b>AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE .....</b>	<b>3</b>
<b>NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE .....</b>	<b>6</b>
<b>INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES... 8</b>	<b>8</b>
<b>TECHNOLOGIE – INDUSTRIE – CAPACITAIRE.....</b>	<b>11</b>
<b>PUBLICATIONS DES INSTITUTS DE RECHERCHE .....</b>	<b>13</b>
<b>TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME.....</b>	<b>16</b>

## **Contributeurs :**

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC), avec Hervé Baudu (ENSM)

Bloc Nordique et Russe : Norvège, Suède, Finlande, et Russie : Florian Vidal (GEG), avec Hervé Baudu (ENSM)

Bloc Institutions arctiques, régulations environnementales, enjeux juridiques : Camille Escudé-Joffres (GEG), Emilie Canova (GEG)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel : IRIS avec Hervé Baudu (ENSM)

Publications des instituts de recherche sur l'Arctique : Alexandre Taithe (FRS), Lucas Lubin (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM), avec l'IRIS

---

## Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

---

### ÉTATS-UNIS

#### Les armées américaines à nouveau très engagées dans l'Arctique

*Les armées américaines participent à nombreux exercices militaires dans tout l'Arctique (Noble Defender, ICEX, Cold Response et Arctic Edge), dont certains sont clairement tournés contre une possible invasion russe, notamment en Norvège, ceci alors que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a tendu les relations entre les États arctiques et la Russie.*

Ce ne sont pas moins de quatre exercices militaires que les armées américaines ont menés ou auxquels elles ont participé dans tout l'Arctique ces dernières semaines. C'est d'abord l'exercice *Arctic Edge* qui a eu lieu en Alaska du 28 février au 17 mars, réunissant 1 000 soldats américains et canadiens (ainsi que des observateurs danois). Cet exercice a mis l'accent sur la capacité de défense coordonnée entre les armées engagées contre des attaques aériennes, avec le déploiement, pour la première fois dans l'Arctique, d'un système de défense aérienne Patriot et un système Avenger. Ceci a permis de mettre à l'épreuve ce type d'équipements dans l'environnement arctique ainsi que les soldats engagés. En Alaska également, un autre exercice s'est déroulé en mars, le *Joint Pacific Multinational Readiness Center*, qui a permis de tester les capacités opérationnelles en environnement arctique de la 1<sup>st</sup> *Stryker Brigade Combat Team*. L'US Navy a elle aussi mené son exercice annuel, *ICEX 2022*, qui a duré trois semaines et a permis la construction d'un camp temporaire sur la glace (*Ice Camp Queenfish*) doté d'une piste d'aviation. Cet exercice démontre entre autres la capacité des sous-marins américains à faire surface au travers de la banquise. Deux sous-marins ont participé à cet exercice, l'*USS Pasadena* et l'*USS Illinois*. Des membres des forces armées canadiennes et britanniques étaient présents lors de cet exercice. Cette coopération militaire nord-américaine reste forte puisque des soldats américains ont également participé dans l'Arctique canadien à l'exercice *Noble Defender* sous le commandement du NORAD (cf. entrée Canada plus bas). Enfin, l'exercice bi-annuel *Cold Response*, organisé par la Norvège entre mi-mars et mi-avril, est le plus important jamais mené depuis les années 1980 dans l'Arctique sur le sol norvégien. *Cold Response* rassemble entre 30 et 35 000 militaires venant de 27 pays, la plupart membres de l'OTAN, la Finlande et la Suède exceptées (voir la Rubrique Russie-Pays Nordiques). Ces deux derniers pays participent à cet exercice dans le contexte d'un débat relancé sur leur adhésion à l'OTAN suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cet exercice doit permettre de démontrer la capacité des alliés à venir en aide à la Norvège en cas d'invasion supposée russe, ce qui implique des capacités navales et aériennes importantes, d'où la participation de 50 navires, dont au minimum un porte-aéronefs britannique, le *HMS Prince of Wales*, et 220 aéronefs. Il est à noter que ce ne sont pas moins de 3 000 *Marines* américains qui ont participé à cet exercice, ainsi que 8 300 militaires français. Sources : [Army Times](#) ; [Alaska's News Source](#) ; [Stars and Stripes](#) ; [Navy.mil](#) ; [Stars and Stripes](#) ; [Reuters](#) ; [Eye on the Arctic](#) ; [The Barents Observer](#) ; [Eye on the Arctic](#) ; [High North News](#) ; [Ouest France](#)

#### La guerre en Ukraine se fait ressentir jusque dans le secteur pétrolier alaskien

*Alors que certaines entreprises américaines, comme ExxonMobil, annoncent ne plus engager de nouveaux investissements dans l'Arctique russe, le lobby des hydrocarbures appelle à desserrer l'étouffement réglementaire mis en place par le Président Biden pour pouvoir extraire le pétrole et le gaz sur le territoire américain.*

L'invasion russe en Ukraine a déjà des impacts sur le secteur pétrolier dans l'Arctique russe et, par ricochet, sur certains intérêts américains. En effet, l'entreprise américaine ExxonMobil a annoncé son retrait du projet international Sakhalin-I dans l'Arctique russe. Cette dernière a également annoncé qu'elle n'effectuera pas de nouveaux investissements dans des projets russes. Dans le même temps, un sénateur de l'Alaska, Don Young, a présenté un projet de loi pour interdire les importations de pétrole russe. Ceci donne du grain à moudre aux « Majors » américaines qui ne cessent de pointer « la folie des restrictions » mises en place aux États-Unis sur la prospection et l'extraction d'hydrocarbures dans l'Arctique américain. Les lobbys des entreprises d'hydrocarbures américaines poussent pour desserrer l'étouffement réglementaire afin de protéger, selon leurs mots, la sécurité énergétique américaine. Sources : [Arctic Today](#) ; [Polar Journal](#) ; [The New York Times](#)

## CANADA

### Nouvelles difficultés en vue pour les futurs navires de la garde-côtière canadienne

*Les deux programmes de construction de navires (brise-glaces lourds et Navire de Patrouille Extracôtier de l'Arctique), destinés à la garde-côtière canadienne, risquent d'être retardés entraînant une nouvelle envolée des coûts.*

Alors que les coûts de construction des deux futurs brise-glaces lourds de la garde-côtière canadienne ont déjà été réévalués à la hausse depuis leur annonce, passant de 1,4 milliard de dollars à 7,25 milliards de dollars (cf. Bulletin mensuel n° 32), un nouveau contretemps pourrait ralentir la construction et faire augmenter les coûts. En effet, les difficultés d'approvisionnement en acier spécial EH50 (nécessaire pour les coques de brise-glace), dues à la désorganisation des chaînes d'approvisionnement suite à la pandémie, pourraient accroître encore la facture finale. Par ailleurs, selon une réponse écrite donnée à la Chambre des communes par la garde-côtière canadienne, d'autres risques pèsent sur la bonne marche de ce programme. En tout, ce sont dix risques qui seraient susceptibles de retarder le programme et d'alourdir les coûts, notamment la capacité réelle des chantiers navals à réaliser le travail demandé. La garde-côtière espère une livraison de ces deux navires en 2030 et 2031.

Par ailleurs, le programme des Navires de Patrouille Extracôtiers de l'Arctique (NPEA ou *Arctic and Offshore Patrol Ships – AOPS*) voit lui aussi ses coûts initiaux revus à la hausse. Pour les garde-côtes canadiens, les deux NPEA récemment annoncés devraient coûter 1,5 milliard de dollars. Ces deux navires sont annoncés pour 2026 et 2027. Mais ce montant apparaît deux fois plus élevé que ce qu'a déjà payé la Marine royale canadienne pour des navires similaires (soit 400 millions de dollars l'unité). Ceci est dû aux conséquences de la pandémie sur les chaînes d'approvisionnement en matières premières. La Marine royale canadienne acquiert en effet six patrouilleurs de ce type, dont deux sont déjà sortis du chantier naval canadien Irving Shipbuilding. Les navires auront un rôle polyvalent, mais, avec une capacité limitée à gérer les conditions de glace, ils ne pourront opérer dans l'Arctique qu'entre juillet et octobre. Les détracteurs politiques affirment que le gouvernement libéral a eu peu de contrôle sur le programme de construction navale qui, chaque année, continue d'augmenter ses coûts. Sources : [Ottawa Citizen](#) ; [Ottawa Citizen](#)

### Les armées américaine et canadienne s'entraînent dans l'Arctique canadien

*L'exercice Noble Defender organisé par le NORAD s'est tenu du 14 au 17 mars dans l'Arctique canadien avec pour objectif de maintenir les capacités des deux forces armées à intercepter les menaces aériennes au-dessus de l'Arctique nord-américain.*

Les armées américaine et canadienne ont mené l'exercice *Noble Defender 2022* sous l'égide du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord ou *North American Aerospace Defense Command (NORAD)* du 14 au 17 mars 2022. Cet exercice qui se tient régulièrement, a été prévu de longue date mais tombe à un moment de tension particulièrement importante suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les deux armées ont mené des exercices aériens au-dessus du territoire arctique canadien, afin de tester les capacités des armées américaine et canadienne à répondre aux menaces que constituent les avions et les missiles de croisière pouvant évoluer dans la zone. Les opérations ont eu lieu à la fois au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Labrador, ainsi qu'au Groenland depuis la base aérienne de Thulé. Cet exercice a mobilisé 250 militaires canadiens et 100 militaires américains. Sources : [Eilís Quinn](#) ; [The Guardian](#)

### La défense de la souveraineté canadienne dans l'Arctique revient au cœur du débat

*La question de la défense de la souveraineté canadienne en Arctique est revenue au centre du débat médiatique, portée par l'invasion russe en Ukraine, celle-ci ravivant la peur d'une hypothétique action militaire russe dans l'Arctique nord-américain. À cette occasion, la question des moyens et du financement des infrastructures dans le Nord ressurgit encore une fois.*

Lors d'une conférence à Ottawa sur le thème de la défense, le général canadien Wayne Eyre, chef d'état-major des Forces armées canadiennes, a déclaré que l'invasion russe en Ukraine a donné un nouveau souffle à l'OTAN. Lors de son discours, il a abordé la question de la souveraineté canadienne dans l'Arctique et a déclaré qu'il n'était pas « *inconcevable que notre souveraineté soit remise en question* » dans la région dans un futur proche, en pointant la Russie. Il a également ajouté que la défense de l'Arctique canadien, le flanc nord de l'OTAN, est une « *zone clé de préoccupation* » pour les Forces armées canadiennes. Toutefois, il a aussi souligné que l'Arctique canadien peut apparaître comme vulnérable du fait de sa faible population et de son manque d'infrastructure, relançant ainsi le débat sur les moyens permettant d'assurer la souveraineté

canadienne dans le Nord. En termes de moyens, il a également ajouté que l'enjeu dans l'Arctique canadien est bien d'avoir les capacités de projeter des forces dans cette région, et que démontrer que l'armée canadienne est capable de projeter des forces et d'opérer dans des conditions extrêmes en fait un élément dissuasif pour l'adversaire. Dans ce débat relancé, deux fronts s'opposent. Il y a d'abord ceux qui craignent une attaque russe dans l'Arctique et ceux qui la jugent très peu probable. Les militaires, mais aussi plusieurs universitaires, tels que Rob Huebert, Ken Coates et Pierre Leblanc, appellent à plus de moyens pour faire face à une éventuelle attaque. Il est à noter que l'invasion russe inquiète également les Inuits et les autres habitants des territoires arctiques, venant ainsi nourrir le débat sur la question. D'autres, comme Michael Byers, pointent l'inutilité pour la Russie d'une telle attaque dans un environnement extrêmement hostile avec des difficultés logistiques bien plus énormes que ce à quoi l'armée russe fait face en Ukraine. Les risques d'attaque russe dans l'Arctique canadien apparaissent donc assez faibles en réalité, ce qu'a reconnu la ministre de la Défense Anita Anand. Cette dernière a toutefois annoncé, tout comme le Premier ministre Trudeau et le chef d'État-major des armées canadiennes, qu'un renforcement conséquent des moyens et du financement des armées canadiennes est à l'étude, suite à l'invasion ukrainienne. Sources : [MSN News](#) ; [The Guardian](#) ; [Nunatsiq News](#) ; [France 24](#) ; [Global News](#) ; [News Yahoo](#) ; [The Globe and Mail](#) ; [CBC](#) ; [The Star](#)

## GROENLAND/DANEMARK

### Vers une coopération plus étroite entre le Groenland et les îles Féroé

*À l'occasion d'une rencontre officielle, le Groenland et les îles Féroé ont affirmé la volonté d'une coopération plus étroite dans le domaine de la pêche, de l'éducation maritime, du tourisme, de la rationalisation de l'administration publique, ainsi que la politique de défense et de sécurité, tout en affirmant un objectif de paix dans l'Arctique.*

À l'occasion d'une visite officielle du gouvernement féroïen au Groenland, les Premiers ministres féroïen, Bardur á Steig Nielsen, et groenlandais, Múte B. Egede, ont affiché une volonté de coopération accrue et mis en exergue plusieurs domaines pour une coopération renforcée : les accords de pêche de 1997 qui doivent être révisés, l'éducation maritime, la rationalisation de l'administration publique, le tourisme, etc. Une emphase particulière a été mise par les deux dirigeants sur la politique de défense et de sécurité ; pour Múte B. Egede, « il n'est pas acceptable que [le Groenland et les îles Féroé] ne soient pas impliqués dans la prise de décision lorsqu'il s'agit de choses qui ont des conséquences dans nos pays ». Bardur á Steig Nielsen a soutenu la mise en place d'un comité de contact, « de sorte que malgré notre faible population par rapport au Danemark, nous obtenons une plus grande marge de manœuvre en matière de politique étrangère, de défense et de sécurité ». Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les deux dirigeants politiques ont clairement indiqué que le Groenland et les îles Féroé travaillent pour la basse tension dans l'Atlantique Nord. Le Premier ministre féroïen a estimé : « il est nécessaire que nous ayons une surveillance afin que nous sachions ce qui se passe. Nous ne savons pas ce qui se passe dans l'espace aérien au-dessus des îles Féroé [...]. Je crois absolument qu'un radar d'avertissement aérien aide à maintenir la basse tension dans la région ». Plus sobrement, le Premier ministre groenlandais a vanté « le dialogue actif avec le Danemark ». Sources : [KNR](#) ; [Sermitsiaq](#)

## ISLANDE

### Une marée noire découverte dans les Westfjords

*Plus de 9 000 litres de gasoil se sont déversés dans le port de Suðureyri, le site restera sous surveillance jusqu'à la fonte des neiges.*

Plus de 9 000 litres de gasoil se sont déversés dans le port de Suðureyri le jeudi 3 mars, provenant d'une réserve de la compagnie d'électricité Orkubú Vestfjarða. Des centaines d'eiders sont morts ou ont dû être abattus malgré la mobilisation des locaux. La fuite a été résorbée et le site nettoyé dans les 15 jours suivants cette découverte, toutefois, l'emplacement restera sous surveillance pour déterminer s'il y a des résidus après la fonte des neiges. Sources : [Iceland Review](#)

## Norvège – Suède – Finlande – Russie

### Arctique russe : péril sur les grandes ambitions économiques

*Les conséquences de l'invasion russe en Ukraine pèsent désormais directement sur les projets économiques de Moscou en Arctique. En effet, les sanctions occidentales mises en œuvre questionnent ouvertement la faisabilité des nombreux plans de développement dans le domaine extractif. Dans ce contexte, l'avenir de la route maritime du Nord (RMN) demeure en suspens, en particulier le renforcement de la flotte de méthaniers nécessaires pour l'exportation du gaz naturel liquéfié depuis la péninsule de Yamal.*

L'ensemble des ramifications que l'invasion russe en Ukraine pourrait générer sont encore partielles à ce stade, néanmoins, les conditions du futur développement de l'Arctique russe apparaissent à présent plus difficiles pour les autorités publiques ainsi que les entreprises russes. En effet, l'avenir s'obscurcit sur l'exécution des nombreux projets extractifs et industriels dans la région polaire. En premier lieu, le groupe Novatek a confirmé que les futurs projets de développement dans la péninsule de Yamal sont gelés jusqu'à nouvel ordre – seul le premier train du projet Arctic LNG 2 sera achevé (voir le focus à ce sujet dans la rubrique « Industrie »). Concernant les projets à un stade moins avancé, comme celui de Rosneft dans la péninsule de Taïmyr, Vostok Oil (voir la rubrique « Trafic maritime »), les sanctions portent un coup sévère quant à leur achèvement dans un avenir proche. Pour Rosneft, ces sanctions visent même le montage financier pour la réalisation du projet. En effet, le groupe singapourien Trafigura, spécialiste dans le négoce des matières premières, qui détient 10 % des actifs de ce projet (pour une valeur de 7 milliards de dollars US), a annoncé un gel de tout futur investissement dans le pays. Pour autant, le groupe reste évasif pour l'heure quant à l'éventualité ou non de céder ses actifs détenus dans le projet Vostok Oil. Enfin, ces trois dernières années, de nombreux projets miniers ont été présentés, et ceux-ci se trouvent à des stades plus ou moins avancés. Les sanctions financières et technologiques pourraient ralentir significativement l'avancée des ambitions minières russes dans la région.

Parallèlement, au ralentissement à venir des projets extractifs, la croissance du trafic maritime le long de la RMN pourrait subir les effets négatifs dans la crise actuelle. Une source européenne proche d'un constructeur maritime sud-coréen confirme : « la technologie utilisée pour les navires destinés à la Russie est un produit sanctionné, il est donc pratiquement impossible de travailler sur ces projets ». Sans accès à ces technologies, le développement des méthaniers nécessaires pour l'exportation du gaz naturel liquéfié, à partir de la péninsule de Yamal, est mis en difficulté. Cela fragilise l'ensemble de l'édifice russe qui porte les grandes ambitions économiques dans la région.

Ces vulnérabilités – à sa propre clientèle, à ses fournisseurs et aux ressources financières occidentales – grèvent aujourd'hui très largement les ambitions de la Russie dans le Grand Nord et l'Arctique, l'économie russe à elle-seule manquant de la force de frappe nécessaire pour le financement de grands projets infrastructurels dans la région et dans ce contexte. Reste l'hypothétique question d'un secours financier de la Chine à la Russie ; mais celle-ci n'a pas suffisamment de besoins domestiques pour consommer l'intégralité de la production russe et, surtout, veille d'abord à ses propres intérêts.

Sources : [The Wall Street Journal](#) ; [Kommersant](#), 25 mars 2022 (en russe) ; [Financial Times](#) ; The Barents Observer (1), (2) ; [Reuters](#) ; [Financial Times](#) ; [Atlantic Council](#)

### Norvège – Russie : Oslo assume son rôle stratégique en Europe du Nord

*La guerre en cours en Europe orientale et l'exercice militaire Cold Response qui se déroule en Norvège mettent Oslo aux avant-postes de l'opposition qui s'ouvre entre les pays membres de l'OTAN et la Russie. Le positionnement géographique de la Norvège redonne au pays toute la valeur stratégique que celle-ci détenait au cours de la Guerre froide.*

Alors que l'exercice Cold Response 2022 se déroulait mi-mars, la ministre norvégienne des Affaires étrangères Anniken Huitfeldt confirme que la guerre en Ukraine mène « à des changements radicaux dans les relations bilatérales avec la Russie » et cette situation « affectera la politique du pays dans le Nord ». Selon l'experte Katarzyna Zysk (Institut norvégien pour les études de défense, IFS), si la situation reste « hautement imprévisible et volatile », une pause serait « nécessaire pour mieux comprendre l'impact et les réponses adéquates à apporter ». Dans ce nouvel environnement géostratégique instable, il pourrait être difficile d'éviter les répercussions de cette guerre à moyen et long termes.

Ce nouveau contexte géostratégique sur le continent européen amène la Norvège à retrouver son rôle qui a prévalu au cours de la Guerre froide, à savoir le territoire de l'Alliance atlantique le plus septentrional qui partage une frontière commune avec la Russie. Depuis 1949, la Norvège a exercé une politique d'équilibre avec son voisin soviétique puis russe, en misant sur la dissuasion et la réassurance. Aussi, l'exercice *Cold Response* est l'occasion pour le ministère de la Défense de partager la vision du pays auprès du commandement de l'OTAN comme l'explique le lieutenant-général Yngve Odlo, chef du quartier général interarmées norvégien : « *les relations sont différentes d'une nation à l'autre et il est important que les commandants de l'OTAN comprennent l'approche norvégienne* ». Enfin, au-delà de la Norvège, comme la ministre Huitfeldt le précise, ce sont dorénavant l'ensemble des pays nordiques qui font face à « *un tournant stratégique dans leurs politiques de sécurité* ». Sources : [Barents Observer](#), 21 mars 2022 ; [Discours de la ministre des Affaires étrangères du Royaume de Norvège](#), 22 mars 2022 (en norvégien).

## Finlande – Suède : engagement sécuritaire commun face à la Russie

*Alors que les deux pays nordiques s'interrogent sur la possible de rejoindre l'OTAN à l'avenir, la Finlande et la Suède participent activement à l'exercice militaire de grande ampleur Cold Response sur le territoire norvégien. Cette participation traduit une intégration toujours plus poussée de ces forces armées avec celles des pays membres de l'Alliance. Dans le même temps, cette nouvelle réalité stratégique marque la fin d'une période de coopération avec le voisin russe.*

Au cours de l'exercice *Cold Response* qui regroupe près de 35 000 soldats, les forces armées suédoises ont déployé 1 600 soldats tandis que la contribution finlandaise regroupe 700 soldats. Ensemble, ils forment une brigade conjointe pour mener des missions d'entraînement dans la région de Troms alors que les manœuvres s'étendent du port de Narvik jusqu'au Finnmark. Selon le général de brigade finlandais Manu Tuominen, l'objectif principal de ce déploiement est « *de renforcer l'interopérabilité et de développer des capacités conjointes avec les troupes suédoises et norvégiennes* ».

Par l'intermédiaire de sa Première ministre Magdalena Andersson, la Suède s'engage à renforcer ses liens de coopération en matière de politique de sécurité de défense avec son voisin finlandais. Sa visite auprès des contingents suédois et finlandais, le 21 mars, s'est effectuée en compagnie du leader du parti conservateur suédois *Moderaterna*, Ulf Kristersson. Ce dernier a précisé que son parti souhaite que « *la Suède devienne membre à part entière de l'OTAN dès que possible* ». Alors que les deux pays augmentent leur budget militaire pour répondre à cette nouvelle réalité géostratégique, une partie de l'opinion publique montre son inquiétude face à l'agression russe en Ukraine. Le journaliste norvégien Arne Holm a entamé un long périple à travers la Fennoscandie pour recueillir de nombreux témoignages dans la région du Lapland en Finlande. Confirmé par le maire d'Inari, Toni K. Leine, la population s'inquiète de l'hypothèse d'une guerre sur leur territoire. Pour les élus locaux, exprimant un profond désarroi, cette guerre marque l'effondrement de la coopération transfrontalière engagée avec la Russie ces dernières décennies. Sources : Communiqué de presse du ministère de la Défense du Royaume de Suède, [8 mars 2022](#) ; [22 mars 2022](#) (en suédois) ; [Communiqué de presse du parti conservateur suédois Moderaterna](#), 18 mars 2022 (en suédois) ; [High North News](#), 25 mars 2022.

## Finnair : la compagnie aérienne finlandaise en difficulté

*Si les pays occidentaux ont imposé de nombreuses sanctions à l'égard de la Russie, Moscou a également mis en place un certain nombre de contre-mesures. Parmi celles-ci, la Russie a interdit aux compagnies aériennes occidentales d'utiliser son espace aérien. Cette décision met en difficulté la compagnie aérienne Finnair pour l'organisation de ses vols en direction de l'Asie.*

Depuis plusieurs années, la compagnie aérienne finlandaise Finnair a présenté l'aéroport d'Helsinki comme un « hub » pour relier l'Europe et l'Asie. Pour faciliter le développement de ce modèle économique, et apparaître comme un compétiteur sur le marché des « hubs » internationaux, Finnair utilisait l'espace aérien russe permettant de relier Helsinki aux principales mégapoles asiatiques comme Tokyo ou Séoul. Or, les autorités russes ont annoncé fin février l'interdiction pour les compagnies aériennes occidentales d'emprunter l'espace aérien du pays. Le 7 mars, la direction de Finnair indiquait que plusieurs destinations en Asie n'étaient plus « *économiquement soutenables* ». Pour maintenir la connexion de ces vols, Finnair emprunte des routes alternatives pour contourner la Russie. Parmi elles, le passage par le pôle Nord est une solution pour relier Helsinki à Tokyo. Les conséquences d'un tel trajet sont une augmentation du temps de vol et de son coût.

L'utilisation du corridor polaire pour atteindre l'Extrême-Orient par les compagnies aériennes occidentales est inédite depuis la fin de la Guerre froide. Si la crise s'inscrit dans la durée, la compagnie finlandaise pourrait être contrainte de réduire drastiquement ses effectifs (650 employés seraient menacés de licenciement). Déjà mise à l'épreuve depuis le début de la pandémie, ces contre-sanctions russes mettent en danger le modèle commercial déployé par le groupe depuis une décennie. Sources : [Travel Daily Media](#), 11 mars 2022 ; [Barents Observer](#), 14 mars 2022.

---

## Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

---

### La guerre en Ukraine marque la fin de « l'exceptionnalisme arctique »

*Alors que le discours sur « l'exceptionnalisme arctique » dominait jusqu'à présent la lecture des relations internationales de la région, l'argument selon lequel les intérêts économiques russes en Arctique garantissent la volonté de la Russie de préserver la stabilité de la région est mis à rude épreuve dans le contexte du conflit russo-ukrainien. La coopération arctique qui était saluée unanimement comme un succès, connaît un coup d'arrêt inédit depuis la Guerre froide.*

Le discours soulignant « l'exceptionnalisme arctique » dominait jusqu'à présent la lecture des relations internationales Arctique ([Exner-Pirot ; Murray](#)). Nombre de chercheurs ont salué le climat de stabilité de la région, notamment en raison des intérêts économiques partagés par les huit États arctiques selon la théorie fonctionnaliste. De plus, les interactions entre les différents acteurs autrefois ennemis étaient jusqu'en février 2022 soutenues par un grand nombre de cadres institutionnels solides, du Conseil de l'Arctique au Conseil Euro-Arctique de la mer de Barents. En 2020, le Conseil de l'Arctique a d'ailleurs été proposé pour le prix Nobel de la Paix ([High North News](#)).

On lit aujourd'hui dans les débats scientifiques une tension entre ce fonctionnalisme régional et la géopolitique internationale qui semble revenue en force ([Activity Report NAASDN](#)). En effet, la guerre en Ukraine marque un coup d'arrêt inédit à la coopération arctique, entamée 35 ans plus tôt à l'initiative de l'URSS en la personne de Mikhaïl Gorbatchev ([Escudé](#)). Dans leur tribune publiée dans [World Politics Review](#), les chercheurs Nima Khorrami et Andreas Raspotnik expliquent que l'Arctique n'est désormais plus une exception dans les territoires de rivalités entre grandes puissances. Preuve en est, 24h après que les troupes russes sont entrées en Ukraine, le Kremlin a prévenu la Finlande et la Suède de « *sérieuses conséquences militaires et politiques* » si elles devenaient membres de l'OTAN.

La crainte du débordement du conflit en Arctique est donc aujourd'hui réelle. Dans les jours suivant le début de la guerre, les réactions se sont multipliées dans les instances de coopération arctique. Le 3 mars, les pays occidentaux du Conseil de l'Arctique, du Conseil Nordique des ministres et du Conseil des États de la mer Baltique ont suspendu les activités avec la Russie. Le 8 mars a marqué la fin de la politique de la dimension Nordique de l'Union européenne, et le 9 celle du Conseil Euro-Arctique de Barents.

Les membres du Conseil de l'Arctique ont décliné leur invitation à la conférence « Arctic Territory of Dialogue » à Saint Pétersbourg à la mi-avril. La conférence Arctic360 « Strengthening the North American Arctic » ([Arctic360](#)) s'est tenue à Toronto du 9 au 11 mars sans la délégation russe et a été le lieu de vives critiques contre la Russie ([Barents Observer](#)).

### L'avenir du Conseil de l'Arctique en débats

*Le 3 mars, les États membres du Conseil de l'Arctique, moins la Russie, ont déclaré conjointement qu'ils ne participeraient plus aux travaux du Conseil de l'Arctique et n'assisteraient à aucune de ses réunions, jusqu'à nouvel ordre. La coopération peut-elle continuer sans Moscou, qui assure la présidence tournante du Conseil jusqu'en 2023 ? Certains déplorent que le Conseil ne parvienne plus à se tenir au-dessus d'enjeux stratégiques de grande importance, comme la lutte contre le changement climatique.*

Le 3 mars 2022, les États du Conseil de l'Arctique moins la Russie ont déclaré conjointement une « pause » dans les activités de ce dernier. « *Compte tenu de la violation flagrante de ces principes par la Russie, nos représentants ne se rendront pas en Russie pour les réunions du Conseil de l'Arctique* », indique la déclaration commune de sept des huit États membres du Conseil de l'Arctique ([Conseil de l'Arctique](#)). À ce titre, aucun des autres États membres ne se rendra en territoire russe pour assister à des travaux préparatoires du Conseil de l'Arctique et de ses organes subsidiaires. Les « Arctic 7 » accusent Moscou d'avoir enfreint les « *principes fondamentaux de souveraineté et d'intégrité territoriale* », fondés sur le droit international. L'ambassadeur



de la Suède a demandé que la Russie soit exclue une fois pour toutes de l'organisation : « Avec la présence de la Russie au Conseil de l'Arctique, nous espérons qu'elle partage nos valeurs et nos standards, mais visiblement nous avons échoué. » ([Regard sur l'Arctique](#))

Le 4 mars, Nikolay Korchunov, SAO de Russie et ambassadeur arctique auprès de Moscou, a regretté la mise en pause des activités du Conseil de l'Arctique. Il a souligné la longue histoire de dépolitisation du Conseil, créé à l'initiative de Mikhaïl Gorbatchev : « *The Arctic should remain as a territory of peace ... and thus, this unique format should not be subject to the spill-over effect of any extraregional events* » ([Arctic Today](#)).

Des critiques de la réaction des « Arctic 7 » ont émané également de la sphère universitaire. La chercheuse Elizabeth Buchanan craint ainsi que la pause des activités du Conseil qu'elle critique comme une posture morale à court terme, mette en péril toute tentative de discuter des enjeux essentiels et stratégiques à long terme dans la région : place des acteurs extérieurs, question des plateaux continentaux ou de la gestion des ressources, et enfin changement climatique, l'urgence absolue alors que depuis les trente dernières années, la région arctique s'est réchauffée quatre fois plus vite que le reste du monde ([Science](#)). Critiquée par des collègues sur les réseaux sociaux, E. Buchanan rappelle que depuis la création du Conseil de l'Arctique, Washington a envahi l'Irak, l'Afghanistan, la Somalie, le Yémen et la Syrie sans réaction pour autant des autres acteurs arctiques. Pour elle, le conflit russo-ukrainien ne devrait pas déborder en Arctique ([Buchanan](#)).

L'interruption des partenariats de recherche et des relations diplomatiques se fait au détriment de la science du climat déplorent plusieurs chercheurs ([Bulletin of the Atomic Scientists](#)). Certains partenariats peuvent continuer en dehors du Conseil de l'Arctique et sans participation russe. Mais la guerre met aussi en danger les travaux de recherche en Russie. Dans une interview dans *High North News*, le chercheur finlandais Timo Koivurova déplore que d'importantes aires de coopération comme le climat passent au second plan alors que c'est justement pour lui la principale menace à la sécurité en Arctique ([Koivurova](#)).

D'autres soulignent que le mot « pause » indiquerait un espoir pour la reprise des activités. Le chercheur Evan Bloom affirme dans *Arctic Today* ([Bloom](#)) que cela ne marque pas la fin de la coopération régionale pour autant. L'idée d'établir un « Conseil des 7 de l'Arctique » a pour autant été écartée. Il faut rappeler que 53% du littoral arctique est russe, et que la moitié de la population arctique est russe.

### **Le débordement de la « pause » du Conseil de l'Arctique sur les populations autochtones**

À la suite de l'arrêt des activités du Conseil de l'Arctique, les communiqués des populations autochtones se sont multipliés pour demander de ne pas oublier les engagements envers les participants permanents. Le communiqué des populations autochtones russes est en rupture stricte avec les autres, montrant l'intrusion du pouvoir moscovite dans cette organisation.

Les chercheurs du *North American and Arctic Defence and Security Network* ont proposé un résumé factuel détaillé de toutes les déclarations à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine ([Strategic perspectives NAADSN](#)). Il est intéressant de voir que le conflit se répercute également sur les positions des groupes autochtones.

Ainsi, la section russe du Conseil Saami a publié le 28 février, un communiqué appelant à la coopération internationale : « *the Saami people in Russia find themselves in an extremely unstable, one might say, dangerous situation... Now, more than ever the Sami people in Russia need international support to continue cooperation between the Sami of the four countries.* » ([Conseil Saami](#))

Quant à l'association des populations autochtones russes, *Russian Association of Indigenous Peoples of the North* (RAIPON), elle a soutenu officiellement l'invasion de l'Ukraine dans une lettre du 1<sup>er</sup> mars adressée au président Poutine. L'association y souligne son soutien à la décision du président de protéger les droits et intérêts des habitants du Donetsk et de la sécurité de toutes les multinationales russes ([RAIPON](#)).

Il faut rappeler que la dissolution, puis la remise sur pied de RAIPON avec des représentants loyaux envers le Kremlin il y a une dizaine d'années, a compromis l'intégrité de cette organisation. Ce communiqué de presse en faveur de la guerre en Ukraine montre pour les chercheurs du *North American and Arctic Defence and Security Network* la coercition russe et l'usage des participants permanents comme messagers politiques au sein de l'Arctique ([P. Whitney Lackenbauer, Troy Bouffard, and Ryan Dean](#)).

## La place des acteurs extérieurs dans la gouvernance arctique à l'heure de la guerre russo-ukrainienne

*De nombreux observateurs craignent que la mise en pause des organisations de coopération arctique ne mène la Russie à resserrer ses liens avec la Chine, marginalisant encore un peu plus l'Union européenne qui a du mal à s'affirmer dans la région.*

La guerre entre la Russie et l'Ukraine augmente aux yeux des observateurs occidentaux le risque de voir Pékin devenir le partenaire commercial privilégié de Moscou en Arctique. Il devient plus difficile de dénoncer le discours de la Chine de « *near-Arctic state* » autrefois ridiculisé ([Clingendael](#)) et même vilipendé dans le discours de Mike Pompeo de 2019 ([Pompeo](#)) qui mettait en garde contre les actions russes et chinoises jugées belliqueuses dans l'Arctique.

L'exode de capitaux, de technologies et d'acheteurs de Russie pourrait non seulement marquer une dépendance accrue de la Russie à l'égard de la Chine dans le développement des ressources arctiques ([The Diplomat](#)), mais aussi des opportunités pour de nouveaux acteurs : Inde, Émirats Arabes Unis, pays de l'Asie du Sud Est ([Buchanan](#)).

Alors que l'Arctique européen est l'un des quatre théâtres où l'Europe rencontre la Russie (les autres étant la mer Baltique, la mer Noire et la région de l'Ukraine), l'UE a souligné récemment son engagement en Arctique comme une nécessité géopolitique ([Commission européenne](#)). Se pose alors la question de l'influence de la guerre en Ukraine sur la politique arctique de l'UE ([Raspotnik ; Østhagen](#)). Jusqu'à présent, les États nordiques tout comme ceux de l'UE ont été réticents à promouvoir un rôle accru de l'UE en termes de sécurité dans le Nord. À présent, ils doivent faire avec la militarisation accrue de la Russie mais aussi l'intérêt croissant de la Chine. Il faut rappeler que la Russie avait conduit un exercice dans la mer de Barents juste avant l'invasion du 24 février ([NRK](#)).

## La guerre en Ukraine provoque l'inquiétude concernant la coopération dans le domaine de la pêche

*Les conséquences de la guerre en Ukraine sont inquiétantes pour la coopération dans le domaine de la pêche, et donc sur le secteur maritime de toute la mer de Barents et les stocks de cette dernière.*

Dans une tribune publiée dans [High North News](#), le chercheur norvégien Andreas Østhagen s'interroge sur les conséquences d'un potentiel bannissement des navires russes des ports norvégiens, à l'image de celui déjà adopté par le Royaume Uni et le Canada. Ce bannissement est l'objet de débats politiques internes en Norvège. Or, les sanctions pourraient mettre en danger non seulement la coopération dans le domaine de la pêche mais également avoir de graves répercussions économiques sur l'industrie maritime norvégienne.

Dans les années 1990, les stocks de morue dans la mer de Barents se sont effondrés en raison de la pêche incontrôlée ([Vidal](#)). La Norvège et la Russie ont alors formé une commission jointe qui, grâce à des rencontres annuelles, a décidé de quotas et de régulations. Dans les années 2000, les stocks se sont reconstitués et aujourd'hui la mer de Barents est l'une des plus poissonneuses en morue. Une fois de plus, c'est l'environnement arctique qui pourrait pâtir durement des conséquences de la guerre russo-ukrainienne et de la fin de la coopération politique dans la région.

Une autre question brûlante est celle de la zone de protection de la pêche autour du Svalbard. Alors que la Russie ne reconnaît pas les eaux du Svalbard comme norvégiennes mais comme des eaux internationales, plusieurs navires russes ont été récemment inspectés et arrêtés par les garde-côtes norvégiens ([Commission européenne](#)).

---

## Technologie – Industrie – Capacitaire

---

### Veille industrielle

#### **SANCTIONS : retards probables sur le projet Arctic LNG2 de Novatek**

*Selon le média Kommersant, Novatek a arrêté les travaux sur ses prochains projets de GNL, mais continue d'avancer sur le premier train Arctic LNG2. Officiellement, les restrictions américaines et européennes n'ont pas affecté les équipements de production de GNL, et Novatek lui-même n'a pas fait l'objet de nouvelles sanctions.*

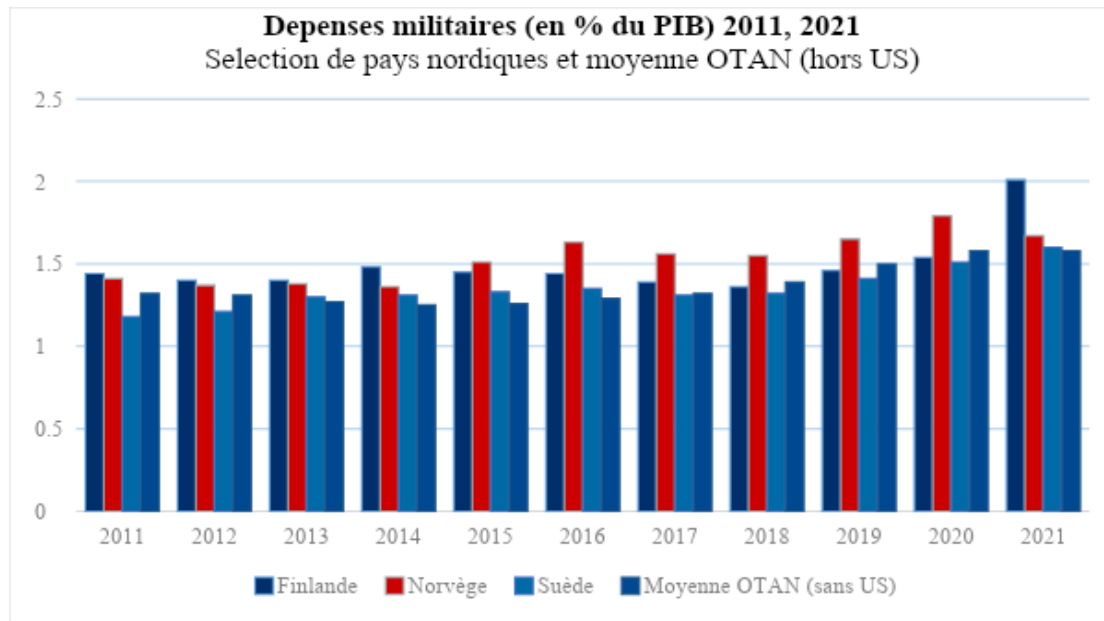
Les travaux sur le premier train ont pris du retard, mais Novatek prévoit toujours de quitter le complexe de fabrication de trains de GNL de Belokamenka près de Mourmansk à la fin du mois d'août, ce qui signifie que le train devrait atteindre sa destination (port d'Utreyniy) sur la côte ouest de la péninsule de Gydan. Le sort des deuxième et troisième trains d'Arctic LNG2 est moins clair, en partie à cause des décisions des partenaires Total Energies (et de la Japan Arctic LNG coentreprise entre Mitsui & Co., Ltd. et Japan Oil, Gas and Metals National Corporation – JOGMEC) de ne pas investir davantage dans le projet. Le train 1 est presque terminé mais la livraison de sept turbines à gaz américaines Baker Hughes est toujours en attente. Il convient toutefois de noter que si Novatek n'est pas en mesure de remorquer le train 1 de Belokamenka à Utreyniy pendant la saison de navigation de cette année, le lancement sera reporté, c'est-à-dire que le remorquage n'aura pas lieu avant la mi-2023. Le lancement du train 1 était prévu pour début 2023. Le président de Total Energies, Patrick Pouyanne, a déclaré dans une interview accordée à *Bloomberg News* le 24 mars que le train 1 est terminé à 98%. Novatek a déjà sous-traité des équipements clés pour les trains 2 et 3 du projet Arctic LNG2, notamment des compresseurs allemands Siemens, des turbines Baker Hughes et des échangeurs de chaleur allemand Linde. Mais, selon les sources de Kommersant, dans les conditions actuelles, il est « impossible d'être complètement sûr que l'équipement sera expédié et des retards sont possibles en raison du renforcement des contrôles à l'exportation dans l'UE et des impacts sur les chaînes d'approvisionnement pour les livraisons à la Fédération de Russie ». Les premiers modules du train 2, construits en Chine, devraient être livrés à Belokamenka dans quelques mois.

Il convient de noter que si TotalEnergies et la coentreprise Japan Arctic LNG ont décidé de geler les investissements dans Arctic LNG2, elles ne se sont pas retirées du projet. Selon les informations officielles de Total, fin 2021, le produit de la participation à des projets gaziers russes a atteint 1,5 milliard de dollars. L'ensemble du projet était évalué à 21 milliards de dollars et les actionnaires devaient en fournir la moitié, le reste serait obtenu par financement externe. Fin 2021, Arctic LNG2 était financé à 57 %. On ne sait pas encore ce qu'il adviendra de la participation de TotalEnergies et qui couvrira le financement manquant. En théorie, TotalEnergies peut accepter de réduire sa part proportionnellement aux investissements déjà réalisés au profit d'autres actionnaires. Dans le cas contraire d'un retrait complet, TotalEnergies pourrait se retrouver sans possibilité de percevoir des dividendes. Dans le cadre d'un contrat de droit privé, un participant qui ne remplirait pas ses obligations d'investissement pourrait faire l'objet de pénalités, subir une perte de ses revenus réels sans compensation. Les deux autres projets spécifiques mis en attente par Novatek comprennent le projet Ob Gas Chemicals Complex (Ob GCC) et celui d'Ob LNG, tous deux situés à côté de l'usine Yamal LNG, à Sabetta en péninsule de Yamal, avec des exportations d'ammoniac, d'hydrogène et de GNL (TotalEnergies devait y entrer à hauteur de 10%). Sources : [Kommersant.ru](https://kommersant.ru) ; [gCaptain.com](https://gCaptain.com) ; [angi.ru](https://angi.ru) ; [Pro-Arctic.ru](https://Pro-Arctic.ru) ; [naturelgasintel.com](https://naturelgasintel.com) ; [ArcticToday.com](https://ArcticToday.com) ; [Totalenergie.com](https://Totalenergie.com) ; [Upstreamonline.com](https://Upstreamonline.com) ; [The BarentsObserver.com](https://TheBarentsObserver.com)

## Hausse des dépenses militaires en Europe du Nord

*Dans le sillage de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, diverses nations européennes considèrent la croissance durable de leurs dépenses militaires. Parmi elles, la Norvège, la Suède et la Finlande se distinguent particulièrement, d'une part par leur proximité avec la Russie et d'autre part, du fait de la faiblesse traditionnelle de leurs dépenses militaires.*

Pour la première fois depuis plus de dix ans, la Norvège, la Suède et la Finlande consacrent désormais plus de 1,5% de leur PIB à la défense – et dépassent la moyenne de l'OTAN, hors États-Unis, la Finlande ayant même atteint le seuil des 2% en 2021.



Mais si l'inquiétude croissante des Scandinaves n'a pas attendu l'invasion de l'Ukraine pour se manifester, comme en témoigne la croissance continue de leurs dépenses militaires depuis 2011 et particulièrement prononcée depuis 2018, les développements récents devraient accélérer cette tendance :

- La Suède a d'ores et déjà annoncé un bonus de 290 millions d'euros à son budget de défense, en sus des augmentations déjà planifiées, et souhaite désormais atteindre le seuil symbolique des 2% de son PIB « dès que possible », contre 1,34% aujourd'hui. Un effort conséquent qui mettra sans doute des années à se matérialiser, mais qui traduit néanmoins une évolution des mœurs suédoises en matière de défense nationale. La Suède, par ailleurs, considère avec un intérêt croissant la possibilité de rejoindre l'OTAN.
- En Norvège, les autorités proposent d'accorder un bonus de 300 millions d'euros, là aussi en sus d'augmentations déjà planifiées, à la défense et à la préparation civile. Si le détail de ces dépenses n'a pas été donné, la Norvège semble accorder un intérêt particulier à sa façade maritime, particulièrement exposée, ainsi qu'au domaine cyber.
- La Finlande, enfin, n'échappe pas aux préoccupations de ses voisins : non-membre de l'OTAN, elle est même particulièrement exposée à la Russie et augmente ses dépenses militaires en conséquence depuis 2011 (1,44%) pour atteindre 2,01% en 2021, bien au-delà de la moyenne des États-membres de l'Alliance Atlantique.

Sources : [Reuters](#) ; [Regjeringen](#) (NOR), High North News ([1](#)), ([2](#)) ; Données : [Military Balance+](#), International Institute for Strategic Studies

## Publications des instituts de recherche

### Deux analyses<sup>1</sup> des conséquences de la guerre en Ukraine pour la stabilité et la paix en Arctique

Elisabeth Buchanan ainsi qu'Ingrid Burke Friedman ont chacune publié un article portant sur les impacts de la guerre en Ukraine sur la coopération en Arctique. En réponse à l'invasion russe en Ukraine, sept États arctiques ont annoncé mettre en « pause » leurs activités dans le cadre du Conseil de l'Arctique, dont la Russie détient la présidence tournante jusqu'en mai 2023. Cette interruption des négociations est considérée par les deux autrices comme dangereuse pour la stabilité et la paix dans la région. Elles appellent ainsi les États occidentaux à réintégrer les instances de négociation dans le cadre du Conseil de l'Arctique afin d'éviter tout risque d'escalade et de militarisation de la région.

Ingrid Burke Friedman est chercheuse au Centre d'études russes et eurasiennes de l'université d'Harvard, et a travaillé comme agent consulaire à l'ambassade des États-Unis au Kazakhstan de 2018 à 2020. Dans la revue *Foreign Policy*, son article « *After Ukraine can the arctic peace hold?* » analyse les risques de déstabilisation de la région après les réactions des États occidentaux à la guerre en Ukraine. Sept des *Arctic Eight*, c'est-à-dire tous à l'exception de la Russie (on parlera alors d'*Arctic 7*), ont annoncé mettre en « pause » leurs activités dans le cadre du Conseil de l'Arctique. La délégation russe a de son côté affirmé que les événements organisés par le Conseil se dérouleraient tels que prévu, à l'exception de la rencontre entre diplomates, qui *de facto* est impossible en raison du boycott des sept autres membres permanents. Cette position est délicate voir irresponsable selon l'autrice : elle risque en effet de mettre en péril la coopération et la paix en Arctique en favorisant les tensions, voir la militarisation de la région. Elle rappelle que la coopération internationale dans le cadre du Conseil de l'Arctique était jusque-là parvenue à résister à différents points de tensions entre les États occidentaux et la Russie, comme l'annexion russe de la Crimée en 2014 ainsi que le conflit dans le Donbass. Elle pointe cependant trois « gap » ou lacunes de gouvernance du Conseil, identifiées par une étude de la Rand Corporation : le dialogue et la transparence limitée concernant les questions militaires qu'offre le Conseil, ce dernier ne traitant pas des questions de défense conformément à la déclaration d'Ottawa, la capacité limitée à atteindre des accords politiques, le Conseil ne disposant pas de pouvoir contraignant, et enfin la tension croissante entre les intérêts des États et les initiatives d'inclusion des populations vivant en Arctique. Selon le rapport de la Rand Corp, des accords multilatéraux avec les États non-membres et les peuples indigènes seront impératifs afin d'éviter l'émergence de conflits. Ingrid Burke Friedman conclut en affirmant que les *Arctic 7* doivent relancer la coopération en Arctique le plus vite possible, chose qu'ils doivent à la communauté internationale autant qu'à eux-mêmes.

Elisabeth Buchanan est enseignante en *Strategic Studies* à l'université de Deakin en Australie, et chercheuse au Modern War Institute à West Point. Dans son article intitulé « *The Ukraine War and the futur of the Arctic* », publié sur le site du RUSI, elle analyse les conséquences en Arctique des sanctions économiques et des réactions des États occidentaux de manière générale, à l'agression russe en Ukraine. Le futur de certains projets industriels reste très incertain en raison des décisions de plusieurs entreprises occidentales implantées dans la zone. L'entreprise américaine Shell a annoncé se retirer du marché russe tandis que le britannique Beyond Petroleum a déclaré sortir du capital de l'entreprise russe Rosneft, dont elle possède 19,4% des parts. TotalEnergies en revanche maintient ses activités, notamment dans les deux méga projets Yamal LNG et Arctic LNG2, dont elle dispose de respectivement 20 et 10% du capital. L'avenir est plus incertain pour d'autres industriels tels que Siemens, BASF (Allemagne), Saipem (Italie), Renaissance Heavy Industries (Turquie), Halliburton (États-Unis). En outre, l'isolement possible de la Russie en Arctique représente une opportunité pour plusieurs pays asiatiques ayant des ambitions d'implantation dans la zone : c'est notamment le cas de l'Inde qui pourrait acquérir 9,9% du capital de Arctic LNG2, et des rumeurs courent déjà concernant un projet de « Corridor Nord-Sud » reliant l'Arctique russe au Sud de l'Inde, par chemin de fer et voie maritime. Les Émirats Arabes Unis ont également manifesté un vif intérêt pour la région polaire, et l'entreprise DP World a signé un contrat avec Rosatom pour opérer une flotte de porte-conteneurs brise-glace, spécialement conçus pour le trafic via le Passage du Nord-Est. Le Vietnam et le Bangladesh représentent quant à eux de forts potentiels pour l'exportation de gaz naturel liquéfié (LNG) russe extrait en Arctique. La demande de LNG du Bangladesh

<sup>1</sup> Elisabeth Buchanan, « *The Ukraine War and the futur of the Arctic* » in *Rusi*, 18 mars 2022 : <https://rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/ukraine-war-and-future-arctic> ; Ingrid Burke Friedman « *After Ukraine can the arctic peace hold?* » in *Foreign Policy*, 4 avril 2022 – <https://foreignpolicy.com/2022/04/04/arctic-council-members-russia-boycott-ukraine-war/>

est estimée à 36 millions de tonnes en 2050, soit 9 fois plus que la demande actuelle. Le Vietnam pour sa part n'importe pas de LNG mais prévoit d'en importer 15 millions de tonnes par an à partir 2035.

## La Chine pourrait tirer profit de l'isolement de la Russie en Arctique suite à la guerre en Ukraine

*Trym Eiterjord analyse<sup>2</sup> les opportunités économiques pour la Chine en Arctique, permises par le retrait de certaines entreprises occidentales et l'isolement de la Russie sur la scène internationale suite à la guerre en Ukraine. La Chine devient plus que jamais un partenaire de choix pour la Russie dans le développement de projets industriels dans le Grand Nord.*

Trym Aleksander Eiterjord est chercheur associé au *Arctic Institute* et doctorant à l'Institut pour l'Histoire des Sciences Max Planck. Spécialiste de la Chine, il a passé une partie de ses études à l'université de Pékin, puis à l'université de Pudan à Shanghai, et possède un bachelor en études sinisantes de l'université d'Oslo. Dans la revue *The Diplomat*, il propose une analyse des conséquences de la guerre en Ukraine pour les intérêts chinois en Arctique. Les sanctions économiques occidentales frappant la Russie, plusieurs entreprises se retirent déjà de projets industriels russes, voir manifestent l'intention de vendre leurs parts des entreprises russes qu'elles possèdent. En même temps que le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Union européenne déclarent boycotter le gaz, le charbon ou le pétrole russe, la Chine affirme vouloir acheter et acquérir davantage de parts dans le marché russe de l'énergie. En outre, à la veille des Jeux Olympiques, la Chine et la Russie avaient fait une déclaration sur leur coopération, affirmant qu'elle n'avait aucune limite et qu'elle n'excluait aucun domaine. Pour la Russie, il s'agit d'une opportunité de compenser la perte potentielle des acheteurs européens de gaz et de pétrole, bien qu'en misant sur la Chine comme principale partenaire dans ce domaine, elle risque également de donner à cette dernière davantage de levier d'action sur leur coopération bilatérale. On peut toutefois noter une limite à cette analyse : pour l'instant l'Union européenne n'a pas encore décidé de boycotter le gaz russe.

Les entreprises chinoises possèdent déjà de larges parts dans le marché des hydrocarbures russes en Arctique. La China National Petroleum Corporation (CNPC) détient 20% des parts de Yamal LNG, et le Silk Road Fund a récemment acheté 10% du capital de ce projet. La CNPC détient 10% des parts d'Arctic LNG2, et l'une de ses filiales a récemment acquis 10% du capital de ce projet.

En dépit des opportunités permises par sa relation avec la Chine, le Russie reste dépendante de ses partenariats avec d'autres États asiatiques. La construction de ses méthaniers brise-glaces dépend en très grande partie de l'industriel coréen Samsung Heavy Industries (SHI) qui pourrait interrompre sa coopération avec le complexe naval de Zvezda en raison de la guerre en Ukraine. Les constructeurs navals chinois font ainsi des efforts considérables afin de se trouver en mesure de construire d'une part des brise-glaces, et d'autre part des méthaniers brise-glaces capables de rivaliser avec les navires coréens.

Enfin, la demande chinoise en hydrocarbures va inévitablement augmenter : Rosneft a signé un contrat permettant d'approvisionner la Chine avec 100 millions de tonnes de pétrole sur 10 ans, et Gazprom a annoncé une augmentation des exportations russes vers la Chine de 50 milliards de mètres cubes. Le gaz sera extrait des deux mégaprojets Arctic LNG2 et Yamal LNG. Le pipeline *Power of Siberia*, mis en service en 2019, permettra dès 2025 d'approvisionner la Chine avec 38 milliards de mètres cubes par an. La Russie a également l'intention de construire des extensions de *Power of Siberia*, qui permettraient de relier directement la Chine aux champs de Sakhalin-1 et Sakhalin-2, situés sur l'île de Sakhalin.

## Imaginer une gouvernance internationale de l'Arctique sans la Russie

*La gouvernance en Arctique peut se faire sans la Russie et doit se poursuivre en dépit de la guerre en Ukraine. C'est l'analyse que propose Stefan Kirchner dans un article intitulé « International Arctic Governance without Russia »<sup>3</sup>.*

Stefan Kirchner est enseignant-chercheur en Droit international arctique, Président du Groupe de Recherche sur la Gouvernance Arctique du Centre Arctique de l'Université de Lapland, en Finlande. Selon lui, une gouvernance internationale de l'Arctique est possible, et même nécessaire, sans la Russie. Il s'agira sans doute d'une extension de la coopération nordique, étendue au Canada et aux États-Unis. Les États nordiques ont toujours entretenu une bonne relation avec leurs partenaires d'Amérique du Nord, lien qui pourrait désormais servir de base à la nouvelle gouvernance de l'Arctique, du moins dans la

<sup>2</sup> Trym Eiterjord, « What does the Ukraine War mean for China in the Arctic? » in *The Diplomat*, 15 mars 2022 : <https://thediplomat.com/2022/03/what-does-russias-invasion-of-ukraine-mean-for-china-in-the-arctic/>

<sup>3</sup> Stefan Kirchner, International « Arctic Governance without Russia » (February 25, 2022). Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=4044107> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4044107>

partie non russe de cette dernière. Cet article propose une contre-analyse des impacts de la guerre en Ukraine sur l'Arctique : si d'autres articles comme ceux d'Elisabeth Buchanan et d'Ingrid Burke Friedman appellent les États occidentaux à poursuivre leur coopération avec la Russie en Arctique en dépit de la guerre en Ukraine, cet article défend la thèse selon laquelle ce ne sera pas possible et qu'il faudra trouver une autre forme de gouvernance. L'auteur ne nie pas la gravité de la situation, mais affirme que le droit international permet à la coopération en Arctique de se poursuivre, sans que la paix dans la région ne soit dépendante uniquement de la politique étrangère russe dans le reste du monde. Il s'appuie sur des exemples passés de coopérations transfrontalières entre États, y compris dans des contextes de tensions voire de confrontation politique extrême. L'un des exemples cités est celui d'un Traité sur les rennes d'élevage des Nations Unies, ayant servi de base juridique permettant à des éleveurs finlandais de se rendre sur le territoire de l'URSS et aller récupérer leurs rennes qui avaient passé la frontière, en plein contexte de Guerre froide. Il est toutefois à noter que l'article reste assez évasif et flou concernant la mise en place dans la pratique d'une gouvernance internationale de l'Arctique sans la Russie. Cette dernière contrôle en effet un peu moins de 50% du littoral de la région, et n'en n'est pas moins l'État assurant actuellement la présidence tournante du Conseil de l'Arctique.

### Les réactions nordiques à l'invasion en Ukraine

*La guerre en Ukraine a suscité de vives réactions de la part des États nordiques, ne faisant pas tous face aux mêmes enjeux stratégiques. L'Arctique n'apparaît pas encore comme une préoccupation sécuritaire directe, mais le conflit ukrainien risque d'avoir des effets, directement ou par incidences sur les espaces septentrionaux de leur territoire. Les titres des références de ce billet sont traduits du Suédois, du Norvégien, du Finlandais et du Danois.*

En Suède et en Finlande, le débat sur l'adhésion à l'OTAN a connu une montée en puissance ces dernières semaines, prenant une importance particulière en Suède dont les élections législatives auront lieu au mois de septembre. En outre, les deux États ont annoncé augmenter le budget de la Défense à hauteur de 2% du PIB<sup>4</sup>, annonce là encore plus inédite en Suède où la Défense avait subi de très grandes coupes budgétaires après la fin de la Guerre froide, avant d'être de nouveau réarmée à partir de 2015. La conscription militaire avait été réactivée en 2017. Si la Finlande avait maintenu la conscription ainsi que ses investissements dans la Défense, elle a annoncé augmenter son budget de 2,9 milliards d'euros entre 2023 et 2026, ainsi que 700 millions supplémentaires immédiatement accordés à la Défense en 2022<sup>5</sup>. Le gouvernement norvégien a également présenté une proposition de loi visant d'une part à permettre aux communes d'accueillir les réfugiés ukrainiens, mais également d'augmenter sa défense. Cette augmentation permettra selon le gouvernement de renforcer la Marine et les Gardes-côtes, d'intensifier les exercices de la Brigade Nord ainsi que de donner au Service de Renseignements (*Etterretningstjenesten*) les moyens d'acquérir et de fournir une meilleure connaissance de la situation dans le Nord du pays<sup>6</sup>. Le gouvernement danois a pour sa part annoncé qu'il considérerait rejoindre la Politique de Sécurité et de Défense Commune, dont le Danemark ne faisait jusque-là pas partie. Un référendum sera organisé le 1<sup>er</sup> juin afin d'abroger, ou non, la clause d'exemption sur la base de laquelle le royaume est resté à l'écart des questions de défense au sein de l'Union européenne<sup>7</sup>. Tous les États scandinaves, à l'exception de l'Islande qui ne dispose pas de Forces Armées, ont décidé d'envoyer des armes à l'Ukraine<sup>8</sup>. La Suède a notamment envoyé 5 000 missiles antichars de type AT4, puis 5 000 supplémentaires, la Finlande a également fourni 1 500 missiles antichar de type M 72 LAW, ainsi que 2 500 fusils d'assaut 7,62 RK 62, avec 150 000 chargeurs<sup>9</sup>, le Danemark a envoyé 2 700 missiles antichars portatifs<sup>10</sup>, et la Norvège a fourni 2 000 missiles antichars de type M 72 LAW.

**L'Arctique demeure relativement absente à ce stade de la communication des différents gouvernements sur la guerre en Ukraine**, et vis-à-vis de la Russie. **La Norvège fait office d'exception** en annonçant vouloir renforcer sa présence dans le Nord au travers de la proposition de loi de finance qu'elle a soumis au début du mois d'avril, mais sans même que le terme « Arctique » ne soit employé. On peut estimer, au vu de la gravité de la situation, que les questions de sécurité européenne ou encore de l'OTAN ont fait passer les problématiques arctiques au second plan des priorités des

<sup>4</sup> « Le budget de la Défense va être augmenté à 2% du PIB », Gouvernement suédois, 10 mars 2022 : <https://www.regeringen.se/artiklar/2022/03/forsvarsanslaget-ska-oka-till-tva-procent-av-bnp/>

<sup>5</sup> « Le Ministre de la Défense à propos de l'investissement de plusieurs milliards : « Nous renforçons dès maintenant notre défense », *Yle*, 6 avril 2022 : <https://svenska.yle.fi/a/7-10015105>

<sup>6</sup> « Le gouvernement va renforcer le secteur de la défense de 3 milliards en 2022 », communiqué du gouvernement norvégien, 1<sup>er</sup> avril 2022 : <https://www.regjeringen.no/no/aktuelt/regjeringen-vil-styrke-forsvarssektoren-med-3-milliarder-i-2022/id2906791/>

<sup>7</sup> « Compromis national sur la politique de sécurité danoise », Communiqué du gouvernement danois, <https://www.regeringen.dk/nyheder/2022/nationalt-kompromis-om-dansk-sikkerhedspolitik/>

<sup>8</sup> « Comparaison de HBL : voici comment les pays nordiques soutiennent l'Ukraine », HBL, 28 février 2022 : <https://www.hbl.fi/artikel/hbl-jamfor-sa-har-bistar-nordiska-lander-ukraina/>

<sup>9</sup> « La Finlande envoie de l'aide à l'Ukraine sous forme de matériel », Gouvernement finlandais, 28 février 2022 : <https://valtioneuvosto.fi/sv/-/finland-sander-bistand-i-form-av-vapenmateriel-till-ukraina>

<sup>10</sup> « Le Danemark envoie 2 700 missiles antichars portatifs », Ministère de la Défense danois, 27 février 2022 : <https://www.fmn.dk/da/nyheder/2022/danmark-donerer-2.700-skulderbarne-panservarnsvaben-til-ukraine/>

gouvernements du Nord. Il est également à noter que ces gouvernements ont chacun déjà produit leur stratégie arctique et ont manifesté leur volonté de renforcer la défense des parties de leurs territoires au Nord du cercle polaire.

---

## Trafic maritime – Sécurité maritime

---

### Un nanosatellite russe pour étudier la navigation et la dérive des glaces dans l'Arctique

*Le groupe Sitronics a déclaré que la Russie lancera cette année le nanosatellite VIZARD-SS1 pour étudier les glaces de l'Arctique et la sécurité de la navigation.*

Selon Nikolai Pozhidaev, président de la société, le projet VIZARD, associé au système d'identification automatique AIS des navires, servira à augmenter le niveau de sécurité de la navigation et l'efficacité de la navigation. Le satellite développé par des spécialistes de NIS LLC et VIZARD LLC sur la base de la plate-forme satellite Orbicraft-pro 3U de Sputnix (qui fait partie du groupe Sitronics) sera lancé en 2022 dans le cadre du programme Space-PI. Le satellite aura la taille cubesat de 3U (30x10x10 cm). Sources : [Korabel.ru](http://Korabel.ru) ; [Vpk.ru](http://Vpk.ru) ; [Akm.ru](http://Akm.ru) ; [Korabel.ru](http://Korabel.ru) (en russe)

### Projet de subventions pour encourager le transport de cabotage le long de la route maritime du Nord

*En 2021, le chiffre d'affaires du fret RMN a augmenté de 5,5% et a dépassé 34 millions de tonnes, soit près de 5 fois le trafic de fret NSR maximal atteint à l'époque soviétique. Le gouvernement russe souhaite encourager les initiatives pour développer le cabotage le long de la RMN.*

Afin de répondre aux instructions du président russe Vladimir Poutine d'assurer la navigation toute l'année le long de la route maritime du Nord (RMN – NSR), le gouvernement de la Fédération de Russie lancera cette année un mécanisme de subvention du transport côtier. 560 millions de roubles (5,1 millions d'euros) sont alloués sur le budget fédéral pour l'organisation d'au moins deux transits des ports du nord-ouest vers les ports de l'Extrême-Orient. Cela a été annoncé par le Premier vice-ministre du développement de l'Extrême-Orient et de l'Arctique Gadzhimagomed Huseynov lors d'une réunion sur la synthèse des résultats des travaux en 2021 et des objectifs prioritaires pour 2022, présidée par le vice-Premier ministre de la Fédération de Russie – Représentant plénipotentiaire du président de la Fédération de Russie dans le district fédéral d'Extrême-Orient Yury Trutnev. « Le mécanisme de subvention permettra de développer une base de fret, démontrant les perspectives de transport de fret côtier et, surtout, de transit le long de la RMN ». Les experts soutiennent cette décision, car en raison de la réduction induite par les sanctions des approvisionnements en pétrole et en gaz vers les marchés européens et asiatiques, le volume de transport de marchandises le long de la NSR diminuera également. « L'idée de soutenir le transport de cabotage le long de la NSR est une bonne chose. Mais aujourd'hui, la structure du trafic de marchandises n'est toujours pas claire. Qui sera responsable de la formation des convois de cargaison dans l'est et qui résoudra les problèmes similaires dans l'ouest du pays n'est pas clair non plus. Avant de dépenser des sommes budgétaires importantes pour soutenir ces transports, ces problèmes doivent être résolus. À mon avis, l'accent doit être mis sur la création d'un service de lignes régulières, lorsque la date de départ du convoi est annoncée, celui-ci commence à se former, le délai de livraison est fixé, la question du soutien au déglacage est résolue, et ainsi de suite », déclare Mikhail Grigoriev, membre du conseil scientifique du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie. Source : [Korabel.ru](http://Korabel.ru) (en russe)



## Le cargo *Sevmorput* se prépare pour un nouveau transit depuis Mourmansk

*Après un transit retour de Vladivostok en février dernier, escorté par le brise-glace Arktika, le porte-conteneurs à propulsion nucléaire Sevmorput se prépare pour un nouveau transit de Mourmansk vers la région d'Ob-Yeniseï, en péninsule de Taimyr pour y amener du matériel de construction.*

Selon le service de presse de Rosatomflot, il est prévu d'embarquer environ 6 000 tonnes de marchandises diverses. Les travaux de chargement prendront 7 à 9 jours. Une fois terminés, le porte-conteneurs à propulsion nucléaire *Sevmorput* se dirigera vers la péninsule de Taimyr. Dans la baie d'Ienisseï et son fleuve éponyme, le tout récent brise-glace à propulsion nucléaire *Sibir* l'escortera. Le passage du port de Mourmansk au point de déchargement devrait durer jusqu'à neuf jours. Le déchargement des matériaux de construction sera effectué sur un quai non équipé, a déclaré Leonid Irlitsa, premier directeur général adjoint – directeur de la navigation de la FSUE "Atomflot". Le déchargement sera réalisé à l'aide de grues de navire (NDL : vraisemblablement des matériaux pour le port de Sever du projet Vostok Oil). Il est prévu que le porte-conteneurs à propulsion nucléaire *Sevmorput* effectue jusqu'à trois voyages de ce type. Sources : [Korabel.ru](#) ; [Korabel.ru](#) ; [Korabel.ru](#) ; [ttelegraph.ru](#) (en russe)



## Le Canada prolonge la durée de vie d'un brise-glace de 56 ans

*Les constructeurs navals du Canada réaliseront un ensemble de travaux qui devraient assurer la prolongation du cycle de vie du plus grand et du plus ancien brise-glace de la flotte nationale, le Louis S. St-Laurent.*



Selon les informations de l'entreprise canadienne de construction navale Chantier Davie (Québec), l'entreprise a réussi à conclure un contrat d'une valeur de 12,8 millions de dollars pour la réparation et la modernisation du plus ancien brise-glace canadien, le *Louis S. St-Laurent*. Le navire a été construit en 1966, et est aujourd'hui le plus ancien brise-glace du continent nord-américain, puisque le seul brise-glace lourd de la Garde-côtière américaine *Polar Star* n'aura cette année « que » 46 ans. Les derniers travaux de mise à niveau du brise-glace *Louis S. St-Laurent* ont eu lieu à la fin des années 1980. Puis, le navire subit une restructuration partielle avec un allongement de la coque et une profonde modernisation. Actuellement, outre les travaux de réparation nécessaires sur le brise-glace, il est prévu de remplacer la centrale électrique et d'installer des équipements électroniques modernes. Conformément au programme national de construction navale du pays, après la mise en œuvre de l'ensemble des travaux prévus, la durée de vie du brise-glace sera prolongée jusqu'en 2030. À cette date, il est prévu de construire deux nouveaux grands brise-glaces qui le remplaceront. Source : [Korabel.ru](#) (en russe)

## **SANCTIONS** : OneWeb annule les lancements de satellites LEO sur des fusées russes

*Les futurs lancements de la nouvelle constellation de satellites de communication à orbite polaire OneWeb ont été suspendus, juste avant le départ, en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.*

OneWeb, détenu en partie par le gouvernement britannique, a suspendu tous les lancements depuis le centre spatial de Baïkonour exploité par la Russie au Kazakhstan. Il était prévu de mettre en service une grappe de 36 nouveaux microsatsellites en orbite terrestre basse (LEO) après leur lancement sur une fusée Soyouz depuis le cosmodrome du Kazakhstan. La fusée était chargée des satellites et devait être lancée le 4 ou 5 mars, mais OneWeb a suspendu ce vol, et les suivants, le 3 mars. Ces satellites sont importants pour les plans de OneWeb visant à construire une constellation LEO mondiale pour les communications maritimes et offshore (ainsi que pour les gouvernements et d'autres marchés de la mobilité). OneWeb compte actuellement 428 satellites en orbite, suffisants pour fournir des connexions Internet au-dessus de 50° Nord. La société a besoin de 650 satellites dans la constellation pour un service mondial optimum qu'elle prévoyait d'offrir en 2023. OneWeb a suspendu tous les futurs lancements depuis Baïkonour et s'est tourné vers son partenaire de lancement Arianespace pour rechercher d'autres fusées et sites de lancement. Cependant, il y a une pénurie de lanceurs disponibles dans la classe requise par OneWeb. Source : [Rivieramm.com](#)

## **SANCTIONS** : Le constructeur français GTT des cuves de stockage GNL pour tankers inquiet

*Le français GTT, leader mondial du concept de cuve à membrane GNL, a annoncé la menace d'exécution des contrats pour la Russie. La société sous-traite sous licence la construction de toutes les cuves de stockage des tankers ARC7 dans les chantiers navals russes (Zvezda) et coréens (DSME et SHI) pour le projet Arctic LNG2.*

L'entreprise conçoit les réservoirs cryogéniques pour les transporteurs de gaz liquéfié. « GTT prend toutes les mesures nécessaires pour protéger ses salariés et ses actionnaires en raison des sanctions internationales. La société est exposée à des risques liés à la poursuite et à la bonne exécution de certains contrats », a déclaré GTT. Au 31 décembre 2021, le coût des travaux en Russie était estimé à environ 100 millions d'euros, soit 12% du portefeuille de toutes les commandes, a précisé GTT. Selon EurAsia Dayly, l'exécution des commandes est prévue d'ici 5 ans – de 2022 à 2026 (voir figure ci-dessous, les 21 tankers Arc7 en construction ou en projet pour Arctic LNG2). En outre, la société a également des commandes pour la Russie dans des chantiers navals asiatiques pour les terminaux flottants des Hubs positionnés aux extrémités de la RMN avec une échéance en 2023. Ces projets sont estimés à 57 millions d'euros supplémentaires. GTT a ajouté qu'il existe d'autres commandes pour des projets de méthaniers opérant dans les zones couvertes par les glaces. La figure ci-dessous liste les projets de 21 tankers LNG Arc7 prévus pour le projet Arctic LNG2. Sources : [Korabel.ru](http://Korabel.ru) ; [Eadaily.com.ru](http://Eadaily.com.ru) ; [IGU.com](http://IGU.com)

IMO Number	Vessel Name	Shipowner	Shipbuilder	Capacity (cbm)	Propulsion Type	Delivery Year
9918004	Daewoo 2514	Sovcomflot	Daewoo	172,500	TFDE	2022
9918016	Daewoo 2515	Sovcomflot	Daewoo	172,500	TFDE	2023
9918028	Daewoo 2516	Sovcomflot	Daewoo	172,500	TFDE	2023
9918030	Daewoo 2517	MOL	Daewoo	172,500	TFDE	2023
9918042	Daewoo 2518	MOL	Daewoo	172,500	TFDE	2023
9918054	Daewoo 2519	MOL	Daewoo	172,500	TFDE	2023
9904546	Zvezda 041	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2023
9904675	Zvezda 042	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2023
9904687	Zvezda 043	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2023
9904699	Zvezda 044	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2023
9904704	Zvezda 045	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2023
Unknown	Zvezda 046	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2024
Unknown	Zvezda 047	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2024
Unknown	Zvezda 048	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2024
Unknown	Zvezda 049	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2024
Unknown	Zvezda 050	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2024
Unknown	Zvezda 051	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2025
Unknown	Zvezda 052	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2025
Unknown	Zvezda 053	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2025
Unknown	Zvezda 054	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2025
Unknown	Zvezda 055	Smart LNG	Zvezda	172,600	TFDE	2025

## **SANCTIONS : L'IACS a décidé d'exclure le registre maritime russe de la navigation**

*Le registre maritime russe de la navigation (RMRS) a été retiré de l'Association internationale des sociétés de classification (IACS), et les sociétés de classe Lloyd's Register et DNV ont commencé à se retirer de Russie.*

À la suite des événements tragiques en Ukraine, le Conseil de l'IACS, basé au Royaume-Uni, a adopté une résolution visant à mettre immédiatement fin à l'adhésion du registre maritime russe de la navigation (RMRS) à l'IACS. Malgré la protestation du Registre russe et les objections de certains membres de l'Association, la suspension a été effective immédiatement. Le registre maritime russe de la navigation prépare un recours contre la décision qu'il considère illégale. Après le Lloyd's Register, l'une des principales sociétés de classification des navires au monde et première société de classification à quitter la Russie, le norvégien DNV a suivi puis l'américain ABS. Toutes ces sociétés de classification assurent la certification obligatoire de navigabilité des navires. L'harmonisation au sein de l'IACS permet de faciliter les contrôles de navires lorsqu'ils escalent dans des ports étrangers. Sources : [Splash247.com](https://www.splash247.com) ; [Korabel.ru](https://www.korabel.ru) ; [Korabel.ru](https://www.korabel.ru) ; [ArcticToday.com](https://www.arctictoday.com) ; [gCaptain.com](https://www.gcaptain.com)

## **SANCTIONS : De nouvelles sanctions contre les chantiers navals russes introduites**

*L'Union européenne a annoncé un autre paquet de sanctions contre les entreprises russes. Comme il ressort du journal officiel de l'UE, des mesures restrictives ont été imposées, en particulier, aux entreprises de construction navale.*

Le chantier de l'Extrême-Orient russe en péninsule de Kamtchatka, PJSC Zvezda est également visé. Ce chantier naval, propriété du consortium Rosneftegaz, Rosneft et Gazprombank, a en charge la construction des tankers Arc7 LNG pour le projet Arctic LNG2 de Novatek ainsi que les tankers Aframax Arc4 pour Rosneft du projet Vostok Oil. Les entreprises figurant sur la liste des sanctions sont soumises à « de strictes restrictions à l'exportation de biens et technologies à double usage, ainsi que de biens et technologies pouvant contribuer à l'amélioration technologique du secteur russe de la défense et de la sécurité ». Certaines technologies comme les cuves GTT pour les tankers LNG Arc7 soumises à embargo pourraient en retarder voire annuler la construction ; les premiers sont attendus pour 2023. Sur certains médias, on voit apparaître des demandes d'approvisionnement ou de fabrication de matériels pour le marché russe en réponse aux sanctions économiques occidentales à l'image de ces annonces faites via un média russe spécialisé dans le maritime (voir liste traduite du site russe Korabel.ru en français sur la figure ci-après). Source : [Korabel.ru](https://www.korabel.ru)

14.03.2022 | 15:37

### Substitution des importations : équipement de ventilation et technologie climatique

Compte tenu de l'introduction de sanctions contre les fournisseurs étrangers et pour soutenir les processus de substitution des importations, VEZA propose des équipements de navire fabriqués en Russie.

14.03.2022 | 15:49

### Substitution des importations : équipements de purification de l'eau, filtres de différents types, équipements de traitement du carburant

Compte tenu de l'introduction de sanctions contre les fournisseurs étrangers et pour soutenir les processus de substitution des importations, Vineta propose des équipements de navire fabriqués en Russie.

14.03.2022 | 15:55

### Substitution des importations : matériel électrique marin, systèmes d'automatisation, instrumentation

Dans le cadre des sanctions contre les fournisseurs étrangers et pour soutenir les processus de substitution des importations, VNIIR-Progress propose des équipements de navire fabriqués en Russie.

14.03.2022 | 16:06

### Substitution des importations : Ameublement et composants des produits d'expédition

Dans le cadre des sanctions contre les fournisseurs étrangers et pour soutenir les processus de substitution des importations, Aris & Geser propose des équipements de navire fabriqués en Russie.

14.03.2022 | 16:11

### Substitution des importations : ventilation et climatisation des navires

En raison des sanctions contre les fournisseurs étrangers et pour soutenir les processus de substitution des importations, INNOVENT propose des équipements de navire fabriqués en Russie.

14.03.2022 | 16:19

### Substitution des importations : systèmes d'automatisation des navires

À l'occasion de l'imposition de sanctions contre les fournisseurs étrangers et pour soutenir les processus de substitution des importations, NPO Aurora propose des équipements de navire fabriqués en Russie.

14.03.2022 | 16:26

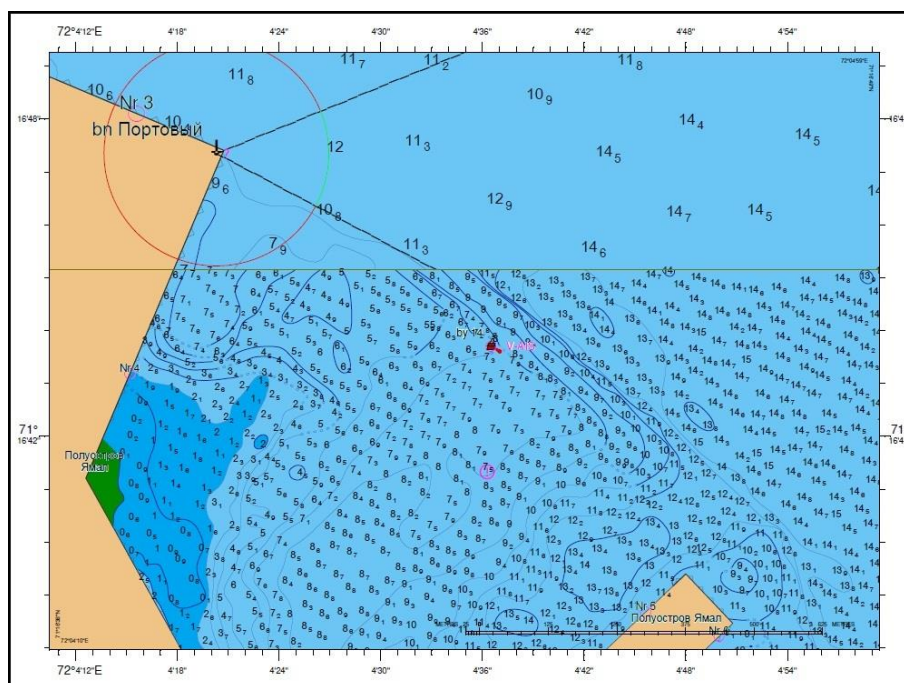
### Substitution d'importation : Instrumentation

Dans le cadre des sanctions contre les fournisseurs étrangers et pour soutenir les processus de substitution des importations, Krone Engineering propose des équipements marins fabriqués en Russie.

## **SANCTIONS : L'Amirauté britannique a temporairement suspendu la fourniture de cartes et publications de navigation aux navires battant pavillon russe.**

*L'ordre de l'Amirauté britannique dispose que la fourniture de produits aux navires russes, ainsi qu'aux navires exploités par des sociétés russes et aux navires appartenant à des sociétés russes est dorénavant suspendue.*

Dans le cadre de la suspension par les pays européens des ventes et des mises à jour des cartes marines électroniques de navigation (ENC), des manuels de navigation, l'entreprise hydrographique Rosatom fournira aux navires russes des EMNC nationaux (NDL : cartes électroniques ENC réservées à des utilisateurs privilégiés russes comme les flottes de navire d'État). Actuellement, l'entreprise hydrographique crée, met à jour et fournit aux gens de mer des EMNC pour les eaux de la route maritime du Nord. Des ensembles de références et d'informations numériques sont créés dans des zones d'eau pour lesquelles les EMNC officiels ne fournissent pas jusqu'alors le détail des profondeurs et des isobathes nécessaires à la sécurité de la navigation et des manœuvres des navires, et les fabricants ne peuvent pas les corriger rapidement (voir détails des sondes sur la partie inférieure de la figure). La fourniture de l'EMNC aux gens de mer est effectuée conformément aux exigences des normes de l'Organisation hydrographique internationale, indique le site Web de l'entreprise hydrographique. (NDL : la plupart des navires qui naviguent en Arctique russe ont un catalogue de cartes complémentaires dans le format privé CMAP qui ne peut pas être considéré comme réglementaire suivant les normes OMI de la Solas). Sources : [Korabel.ru](http://Korabel.ru) ; [Korabel.ru](http://Korabel.ru) ; [RosatomPort.ru](http://RosatomPort.ru)



La fourniture de l'EMNC aux gens de mer est effectuée conformément aux exigences des normes de l'Organisation hydrographique internationale, indique le site Web de l'entreprise hydrographique. (NDL : la plupart des navires qui naviguent en Arctique russe ont un catalogue de cartes complémentaires dans le format privé CMAP qui ne peut pas être considéré comme réglementaire suivant les normes OMI de la Solas). Sources : [Korabel.ru](http://Korabel.ru) ; [Korabel.ru](http://Korabel.ru) ; [RosatomPort.ru](http://RosatomPort.ru)

## **SANCTIONS : Man et Wärtsilä, deux constructeurs de moteurs de navire, suspendent leurs activités avec la Russie**

*Le finlandais Wärtsilä, l'un des principaux constructeurs de moteurs de navires de gros tonnages, a suspendu ses activités avec la Russie et la Biélorussie, y compris la formation sur les équipements, tandis que son homologue allemand MAN Energy Solutions examine les contrats, ajoutant une pression commerciale supplémentaire sur Moscou.*

Le secteur maritime russe est déjà aux prises avec la suppression d'autres services, notamment la certification des navires par les principaux fournisseurs étrangers – essentielle pour accéder aux ports et obtenir une assurance –, le retrait des compagnies maritimes et les sanctions occidentales imposées à son principal transporteur océanique Sovcomflot après l'invasion de l'Ukraine par Moscou. « Dans ce cadre, la formation à l'utilisation de nos moteurs/technologies de navires pour les personnes morales russes a été interrompue, quelle que soit la nationalité des personnes », a déclaré le porte-parole de la société Wärtsilä. MAN Energy Solutions a également suspendu la formation pour l'utilisation de ses équipements en Russie. MAN Energy Solutions a déclaré séparément dans un communiqué que tous les contrats et commandes existants liés à la Russie « doivent être examinés au cas par cas ». Des sources de l'industrie du transport maritime affirment qu'étant donné la complexité du commerce maritime mondial, il n'est pas évident de savoir comment les entreprises russes pourraient fonctionner avec le retrait de plusieurs de ces services. Les tankers LNG Arc7 construits en Corée du Sud chez DSME sont équipés de moteurs Wärtsilä. Il n'est pas dit si les sanctions sont applicables pour les contrats à venir ou pour ceux déjà passés. Si ces sanctions étaient appliquées, comme celles concernant les cuves GTT qui équipent ces mêmes navires, la construction de ces tankers serait remise en cause, obérant par la même occasion l'exploitation du projet Arctic LNG2 dont le premier train devait commencer à produire en 2023. Source : [gCaptain.com](http://gCaptain.com)

## **SANCTIONS : Un certain nombre d'entreprises étrangères ont refusé de participer à la construction du brise-glace *Ural***

*La United Shipbuilding Corporation USC a fait face au refus d'un certain nombre d'entreprises étrangères qui suspendent leurs activités pour la mise en service et les travaux sur le 3<sup>ème</sup> brise-glace à propulsion nucléaire du projet 22220 Ural prévu de sortir du chantier en 2023.*

« Il y a un certain nombre de fournisseurs étrangers investis dans le projet du brise-glace Ural qui refusent maintenant de se lancer dans la mise en service de leurs équipements, mais c'est un problème solvable. Tous les équipements ont été livrés et au moins il n'y a pas de risques en termes d'approvisionnement de matériel. Et nous continuerons à travailler pour le reste avec des spécialistes russes qui connaissent ces technologies. En ce qui concerne les deux prochains brise-glaces (Yakoutie – 2024 et Tchoukotka – 2026), nous irons chez des fabricants entièrement localisés en Russie. Cela s'applique également aux systèmes de propulsion et aux pièces détachées, nous pouvons tout faire. Tout ne fonctionnera peut-être pas rapidement et tout ne se passera pas à bon marché, mais dans l'ensemble, nous sommes confiants », a ajouté le chef des chantiers USC où sont construits les 3 derniers brise-glaces après les deux déjà en service, l'Arktika (2020) et le Sibir (2021). D'autres médias occidentaux sont moins catégoriques et affirment au contraire que la construction des 3 derniers brise-glaces pourrait être suspendue (idem pour le Leader à Zvezda). La mise en service effective des prochains brise-glaces nous renseignera effectivement sur ces affirmations. Source : [Korabel.ru](http://Korabel.ru)

## **Crowley remporte un contrat pour un pétrolier de classe glace au service du département américain de la Défense**

*Crowley a obtenu le contrat d'affrètement du Military Sealift Command pour exploiter le Stena Polar, un pétrolier de classe glace qui répond aux besoins de transport en vrac liquide du département américain de la Défense.*

Le groupe Crowley a achevé la conversion du navire pour répondre aux normes de service gouvernementales et militaires, y compris l'enregistrement en tant que navire battant pavillon américain. Le pétrolier transportera le carburant nécessaire aux opérations de défense dans les régions arctique et antarctique. Lorsqu'il n'opérera pas dans ces régions, le navire transportera du carburant pour les services de défense en mer Méditerranée. Crowley s'est associé à la société de classification DNV et à la Gardcôtère américaine pour vérifier que le navire répond aux normes applicables pour soutenir ses missions de manière sûre et efficace. Le navire est de classe Glace I A, ce qui signifie qu'il peut progresser dans 0,8 m d'épaisseur de banquise. Les améliorations comprennent l'ajout de capacités de ravitaillement en mer pour l'armée. Le pétrolier est désormais sous pavillon américain avec des marins américains. La conversion a été achevée à Fincantieri Marine Repair, près du centre-ville de Jacksonville, en Floride, soutenant les investissements, les emplois et l'économie de la ville natale du siège mondial de Crowley. Le contrat, d'une durée d'un an avec plusieurs années d'affrètement en option, est estimé à plus de 98 millions de dollars. Source : [Crowley.com](http://Crowley.com)



## Carte d'extension et de concentration des glaces de mars 2022

Carte d'extension et de concentration de la banquise en Arctique (en marron, vieille glace de 1<sup>ère</sup> année ayant survécu à l'été ; en vert, glace de 1<sup>ère</sup> année (30 à 200 cm) ; en violet, jeune glace de 10 à 30 cm). Le mois de mars représente la surface maximum de la période hivernale. L'année 2022 est de nouveau un record minimal d'extension de la banquise arctique en mars.

Si l'on compare avec la carte à la même date de l'an passé (figure 2), on constate que l'extension maximale de la banquise de 1<sup>ère</sup> année ayant passé l'été est toujours plus importante en mer des Tchoukches (Nord détroit de Béring). Sources : [Nsidc.org](https://nsidc.org) ; [aari.ru](https://aari.ru)

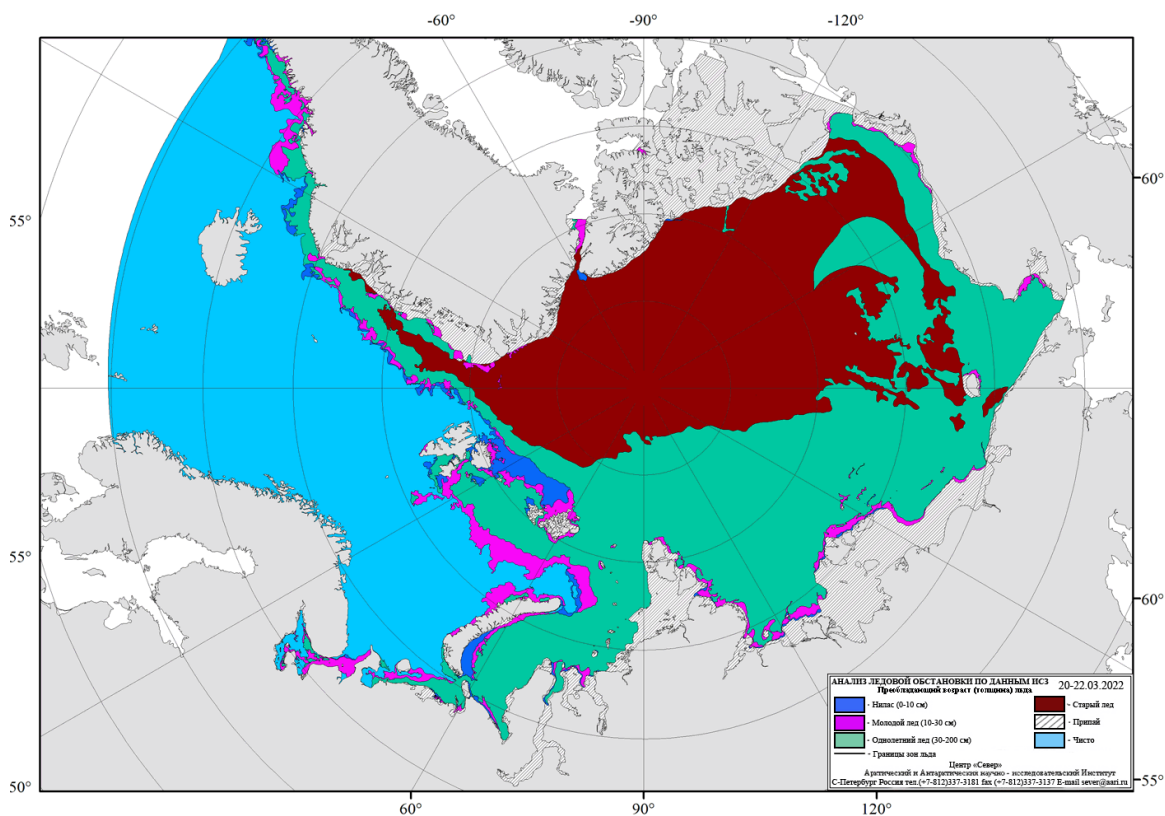


Figure 1 : Couverture de glace au 23 mars 2022 (© AARI)

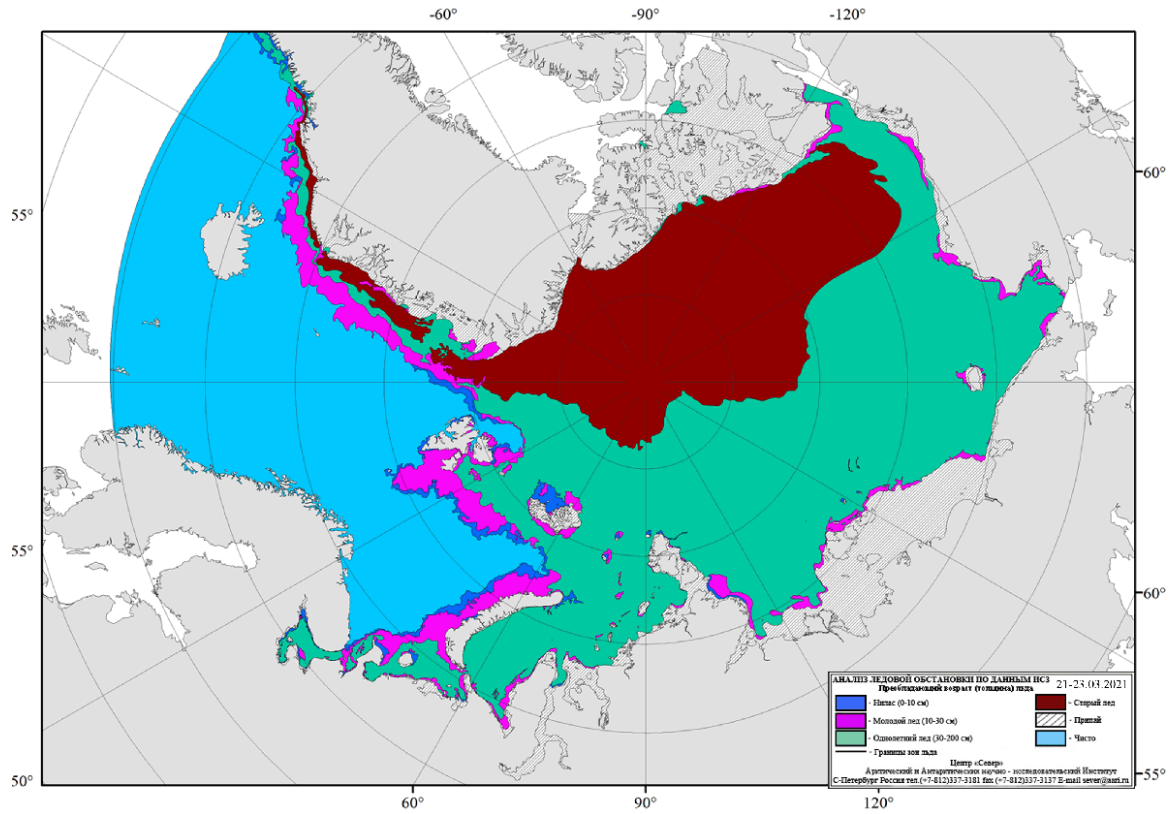


Figure 2 : Couverture de glace au 23 mars 2021 (© AARI)